



LE MOUVEMENT DE LA PAIX

Agréé Association Nationale de la Jeunesse et d'Éducation Populaire

Association à statut consultatif ECOSOC à l'ONU

9 rue Dulcie September - 93400 Saint-Ouen

Tél. 01 40 12 09 12 - Courriel : national@mvtpaix.org

www.mvtpaix.org

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Jusqu'à quand laisseront-ils faire Netanyahu et sa politique criminelle ?!

Deux adolescents de 15 et 16 ans ont été tués et 25 blessés suite à des bombardements israéliens d'un immeuble en construction, contre les civils de Gaza samedi 14 juillet dernier.

Amir Al Namra, l'une des 2 victimes, se trouvait sur le toit de l'immeuble visé par l'aviation israélienne. D'après son oncle, l'espace vert situé devant était un de ses terrains de jeu habituel. « Il était allé jouer là-bas. Avec son ami, ils avaient pris un sandwich, un shawarma, et ils s'étaient rendus sur le terrain. Ils voulaient prendre une photo sur le toit : c'est là que l'attaque a eu lieu ».

Dimanche 15 juillet, plusieurs dizaines de personnes se sont rassemblées spontanément selon Ziad Medoukh, directeur du département de langue française à l'université Al Aqsa située de l'autre côté de la rue. « C'est pour rendre hommage aux victimes d'hier, les deux adolescents et les blessés. C'est pour envoyer un message : que c'est un lieu public, c'est un parc de loisirs qui était visé, un rassemblement spontané ».

À cela s'ajoute le renforcement du blocus qui dure depuis plus de 11 ans par la fermeture du dernier point de passage encore en service, Karem Abou Salem, à toute marchandise hors d'un flux réduit de produits alimentaires et agricoles et de fournitures médicales. La reconstruction suite aux destructions massives de 2014 est loin d'être terminée et la rentrée scolaire risque d'être très compromise faute de fournitures pour l'imprimerie ou pour la fabrication des vêtements. Et la zone de pêche, déjà très restreinte, est à nouveau réduite.

Netanyahou et son gouvernement d'extrême droite montrent encore une fois qu'ils veulent aller toujours plus loin dans leur entreprise de destruction de la société palestinienne à Gaza. Mais qui les en empêche ?

Le Mouvement de la Paix tient à dénoncer vigoureusement le silence complice du gouvernement français. Aucune réaction de la part du Ministère des Affaires étrangères !

A part des déclarations de principe, aucune action pour stopper cette politique criminelle d'un État qui se prétend le plus démocratique de la région et dont l'armée est présentée comme la plus éthique du monde.

Seules des sanctions contre l'État d'Israël de la part de la France et de l'Europe peuvent permettre d'obtenir la levée du blocus de Gaza et d'arrêter cette politique criminelle qui viole chaque jour le droit international.

Le Mouvement de la Paix soutient la proposition des Nations Unies d'une enquête indépendante concernant les bombardements.

Il réitère ses demandes nombreuses, avec d'autres, en vue de l'application entière et immédiate du droit international, il enjoint les États, dont la France et l'UE qui parlent mais n'agissent pas, à assurer que ce droit soit enfin appliqué, comme le stipule la dernière résolution de l'ONU de décembre 2016 et il considère que, dans cette région, seuls le droit et la justice seront les fondements d'une paix pour tous.

Il demande au gouvernement français de reconnaître l'État de Palestine conformément au vœu du parlement et d'exiger que des mesures soient prises pour protéger le peuple Palestinien.

A Paris, le 18/07/2018

Le Mouvement de la Paix